

SEC Newsletter

Société Européenne de Culture

Société Européenne de Culture
Sections française (Paris) et néerlandaise (Amsterdam)

Cahier – Nieuwsbrief no. 2 mars / maart 2012



Contenu — Inhoud:

1. Disparitions Michelle Campagnolo — Bouvier, Magda van Emde Boas et Henri Bartoli
2. Tables des matières Comprendre
3. Summer School 2011
4. Conseil exécutif Neuhardenberg
5. Conseil exécutif Neuhardenberg: Programme
6. Activités des centres nationaux
7. Au sujet de l'ouvrage de Ninou Garabahi
8. Damiaan Meuwissen: 'Une réflexion européenne'
9. Information divers

Berlin 2012

A special SEC conference, in cooperation with Schloss Neuhardenberg; On: "*Ethical Challenges of a Global Economy*"

From: March 22nd to 25th 2012 In: Schloss Neuhardenberg (near Berlin)

SEC-Centre Amsterdam

Maandag 23 april 2012: Cynthia Abrahams : "*De Surinaamse dichter schrijver en politicus Robin Raveles*",

Woensdag 30 mei 2012: Rens Bod "*De invloed van de Islamitische Geesteswetenschappen op de Europese Cultuur*"

Colofon:

Rédaction — Redactie

Claude Brulant / Paris

Jeroen van Emde Boas / Amsterdam

Aniela Helfrich / Amsterdam

Dominique Leroy / Paris

Contact:

Damiaan Meuwissen (Amsterdam) :

dhmmeuwissen@planet.nl



1. Disparitions: Michelle Campagnolo-Bouvier, Magda van Emde Boas et Henri Bartoli

Disparitions: Les personnalités marquantes qui nous ont récemment quittés

Souvenirs de Michelle Campagnolo-bouvier par Mario Losano

Ces dix dernières années, mes contacts avec Michelle Campagnolo, qui étaient déjà importants du fait de l'activité de la Société Européenne de Culture, s'étaient intensifiés en raison de la décision commune de publier quelques textes inédits d'Umberto Campagnolo conservés dans les archives soit de la Société, soit de sa famille.

S'il arrivait assez souvent que je traverse le coude de la "Giudecca" pour rejoindre le siège de la Société à la villa Hériot, c'était pour discuter ensemble des documents archivés et de projets éditoriaux. Le premier livre, publié en 1999, permit de faire revivre les contacts entre Kelsen et Campagnolo, dans ces années où ils étaient ensemble exilés à Genève. Il existait un manuscrit de Kelsen - que Michelle Campagnolo avait signalé à Bobbio, et Bobbio à moi-même - et qu'il fut en fin de compte possible de trouver à l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Genève qui en autorisa la publication. Ce document témoigne non seulement qu'Umberto Campagnolo avait été l'unique élève italien de Kelsen (en ce sens qu'il fut l'unique élève, à ma connaissance, à avoir eu Kelsen comme "Directeur de thèse"), mais aussi que Hans Kelsen appréciait particulièrement cet élève si autonome intellectuellement.

Dans son studio au rez-de-chaussée de la Villa Hériot, Michelle Campagnolo regardait avec satisfaction ce livre qui représentait aussi une époque de sa vie. Puis vint le

débat vaste et infructueux sur la constitution européenne, et - à l'intérieur de notre discussion sur un thème aussi important et aussi proche du naufrage - des archives remonta à la surface, selon ses indications, un projet de constitution européenne qu'Umberto Campagnolo avait préparé à Genève déjà en 1943. Ce texte était pour l'essentiel prêt à être imprimé, mais la fin de la guerre et le retour en Italie avaient conduit son auteur vers d'autres activités dont l'organisation de la Société Européenne de Culture. Un demi siècle après, le climat culturel était propice à ce repêchage (*en français dans le texte*), donc en 2003, un autre livre de et sur Umberto Campagnolo entra dans le sévère studio, la fenêtre ouverte sur la lagune.

Enfin, Michelle Campagnolo me conseilla de récupérer les notes (souvent sur des feuilles volantes) qu'Umberto Campagnolo avait prises lors de ses rencontres avec Kelsen. Sa mémoire des faits et sa connaissance des archives, soit de la famille, soit de la Société Européenne de la Culture, me permirent - mais il serait plus juste de dire nous permirent - de construire en 2010 un 3ème volume de et sur Umberto Campagnolo, comme interlocuteur de Kelsen et comme analyste pointu du droit international.

En parlant des archives, il faut noter qu'il revient à Michelle Campagnolo le grand mérite non seulement d'avoir permis de mettre en lumière l'activité internationale d'Umberto Campagnolo, mais aussi de façon plus générale d'avoir obtenu la reconnaissance officielle de l'importance culturelle des archives de la Société



1. Disparitions: Michelle Campagnolo-Bouvier, Magda van Emde Boas et Henri Bartoli

Européenne de Culture conservées à son siège vénitien. Quelques étudiants ont alors commencé à le fréquenter pour préparer leur thèses. Il s'agit d'archives dont elle organisa la remise en ordre et le cataloguage au milieu de nombreuses difficultés dues aux restrictions économiques. Puis le thème des difficultés matérielles s'invitait de plus en plus souvent dans nos échanges et supplantait partiellement les thèmes culturels de la Société Européenne de Culture et ses éditoriaux.

Pourtant, même au cours de ces dernières années tellement dramatiques sur le plan personnel, Michelle Campagnolo réussit un exploit éditorial vraiment difficile: alors que de plus en plus souvent, les autres revues fermaient leurs portes ou passaient à l'Internet, son impulsion et sa persévérance redonnèrent vie à la glorieuse revue "Comprendre" qui a ainsi pu donner naissance à la "nouvelle série" de ses publications et reprendre sa fonction d'organe de la Société Européenne de Culture.

L'image de Michelle Campagnolo si aimable et si combative est liée pour moi aux salles éclectico-byzantines et un peu sombres de la villa Hériot, souvent rassérénées par une de ses répliques ironiques et bienveillantes ou par un de ses éclats de rires juvéniles et imprévus, même aux derniers moments si difficiles. Elle est liée aussi à son attention envers les archives, les livres et les revues qui ne manquaient jamais d'attirer son attention, son soutien et souvent sa contribution littéraire. Elle est également liée pour moi à son infatigable travail afin de promouvoir l'activité d'une grande

association culturelle en un temps hostile à la culture, une grande association que Michelle Campagnolo a modelée au cours de ces années et qui est aujourd'hui un monument qu'elle lègue à nos bons soins.

-----xxxx-----xxxx-----xxxx-----

Magda van Emde Boas, 1917-2011.

C'est avec grande tristesse que nous devons annoncer que Magda van Emde Boas est décédée à Amsterdam à l'âge de 93 années, le 3^{me} mars 2011. Magda était historienne d'art, journaliste et interprète en plusieurs des langues. Elle était mariée avec Coen van Emde Boas (1904-1981), neuropsychiatre et sexologue.

Dès le début de la SEC Magda et son mari ont été très engagés dans la SEC et dès la fin des années 70 Magda a été le président du centre de la SEC aux Pays-Bas. Etant juive, née à Prague en 1917 et forcée de fuir l'opresseur deux fois, d'abord comme étudiante en Vienne et puis de sa patrie Tchécoslovaquie, Magda a survécu finalement à la guerre aux Pays-Bas.

Nous mémorisons Magda comme une grande personnalité, une femme très forte qui s'engageait pour la politique de la culture et le dialogue, notamment entre les personnes en Europe, l'Ouest et l'Est, avant et après la chute du Mur.

Survivante de deux guerres mondiales, ayant eu trois nationalités, politique et social engagée et active comme historienne d'art, journaliste et interprète Magda ne connaît seulement les objectifs et les principes de la SEC; pour Magda c'était sa manière de vivre.



1. Disparitions: Michelle Campagnolo-Bouvier, Magda van Emde Boas et Henri Bartoli

Henri Bartoli

Organisé par le Centre français de la SEC le 2 octobre 2010 à la présidence de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, l'Hommage à Henri Bartoli a fait l'objet d'une publication en septembre 2011. La séance de signature a eu lieu le 30 novembre 2011 à l'Espace Hamattan, avec lecture d'un texte sur la culture d'Henri Bartoli et audition du 11^o quatuor de Beethoven. On peut s'adresser à dle-roy34@hotmail.fr pour recevoir des informations sur le sujet.

1) Présentation succincte de l'ouvrage

Si la vie d'Henri Bartoli fut une succession d'engagements multiples et concrets, cet « hommage » entend revivifier et garder intact son souvenir et les témoignages d'amis qui ont ressenti à travers lui un effet de plénitude dans leur propre vie.

Ces témoignages de reconnaissance et d'admiration font état de son courage, de la justesse de son esprit et de son élan humain. De telles qualités suscitaient, entre lui et son interlocuteur, la naissance d'une liberté réciproque que l'on constate rarement dès lors qu'il s'agit de résoudre les contradictions inhérentes à la vie universitaire, citoyenne, associative ou politique. Du résistant au croyant, en passant par le militant, le « dévoilement » de son humanité restait guidé par l'« espérance », elle-même entretenue par de favorables prédispositions et une volonté sans faille.

Dans ses relations avec les étudiants, il évitait toute immédiateté et préférait l'entretien long qui laissait le temps d'approfondir le lien personnel. Face aux injustices qui avaient pu se perpétrer devant ses yeux, il avait secouru les

victimes « parce que c'était alors la chose à faire (...). Il n'y a nulle gloire particulière à cela ». De façon générale, son optimisme était patient et il pouvait écrire : « du chaos de nos vies doit surgir une volonté d'agencement d'un monde qui n'est pas déjà fait, mais à faire, une exigence radicale de création ».

Si essentiel soit le rôle de l'héritage, aucun domaine de la culture ne consiste dans l'entassement de connaissances et dans la garde d'un dépôt. Elle n'est pas le « savoir », encore moins un échantillonnage de savoirs discontinus, fussent-ils plus ou moins bien contrôlés par la science. Elle n'est pas une « quantité » de notions apprises et transmises. Elle est une participation à la création de la réalité économique et sociale, une transformation profonde du sujet qui le dispose à plus de possibilités par plus d'appels intérieurs, et à plus de capacités de réponse aux exigences de présence qui lui viennent du monde extérieur. Samuel von Pufendorf (*) disait d'elle, en 1686, qu'elle « permet à chacun d'accéder à une vie vraiment humaine grâce au concours, aux travaux et aux découvertes des autres hommes, mais aussi grâce à l'effort et à la réflexion personnels de chacun, ou encore grâce à l'inspiration divine ». Jean Lacroix dit d'elle, aujourd'hui, qu'elle a pour objet de situer l'homme par rapport au monde, par rapport aux autres, et par rapport à Dieu.

L'humanité est destinée à écrire l'histoire. Elle doit le faire à partir du sens de la communion de l'Espèce ; c'est cela qui confère à la Politique sa plénitude. « La vraie politique, écrit encore Jean Lacroix, c'est l'histoire de la réalisation morale dans le devenir humain ». La culture consiste à entreprendre et à poursuivre, sans relâche, un effort de communion



1. Disparitions: Michelle Campagnolo-Bouvier, Magda van Emde Boas et Henri Bartoli

universelle. Son problème le plus profond est celui de la création par nous même de notre humanité, de la réalisation pour tous, concrètement, du droit d'être homme.

La culture ne «fait» pas, elle «fait faire» parce qu'elle signifie ce qui est à faire. Tout l'édifice de la culture peut être considéré, de ce point de vue, comme le long détour qui part de l'action et retourne à l'action. En un sens, la culture est une annexe des entreprises de transformation du milieu humain par le travail, mais elle est bien davantage, elle est la parole qui transcende et dépasse. Avec elle, le dialogue pénètre et déborde le monde du travail.

«Infrastructure» tout autant que «superstructure», la culture est faite de valeurs techniques, scientifiques, économiques, politiques, esthétiques, morales, qui ne sont le privilège d'aucune nation ou civilisation, d'aucune élite ou classe, mais qui les traversent toutes. Que la culture ne vise plus l'universalité, elle s'appauvrit, se fige, devient inculture. Qu'une classe ou un groupe prétende l'accaparer, elle n'est plus qu'académisme, sophistication, mystification. Qu'un gouvernement l'assujettisse, elle étouffe et tourne en dérision. Devenue, directement ou non, instrument de l'exploitation ou de la domination d'une classe, d'un peuple, ou d'une nation, elle est coupable. Sans doute est-ce là la raison pour laquelle la pensée révolutionnaire, sous toutes les latitudes, nourrit un ressentiment contre certaines formes de la culture qui lui paraissent s'identifier à la culture pervertie, «propriété» de ceux qui l'utilisent pour mieux établir leur pouvoir et mieux servir leurs intérêts.joie.

Le problème élémentaire, qui conditionne tous les autres en ce temps où les coûts fondamentaux du statut humain de la vie ne sont pas couverts pour les masses humaines, ce problème est celui de l'accès à ce mode de vie qu'est l'existence culturelle. Des multitudes, y compris dans les pays industriels, demeurent très en dessous de la moyenne du niveau matériel et culturel, sont mal formées intellectuellement et exclues de la consommation des biens culturels. Quand le divorce s'établit entre une prétendue élite cultivée et une masse qui ne peut goûter des oeuvres qui ne sont pas faites pour elle, la culture manque à sa fonction. Séparée de son peuple, l'intelligence lui devient imperméable ou inintelligible, et n'est plus qu'intellectualité satisfaite d'elle-même et prise à son propre jeu ; faute d'un peuple pour le porter, l'art cesse d'être communion et ne peut plus célébrer les beautés du monde et manifester la joie.

Une politique de la culture n'est authentique que dans la mesure où, loin de se contenter d'assurer la conservation du patrimoine, elle est mue par la volonté de créer un monde nouveau plus respectueux des valeurs humaines. Réformatrice au minimum, révolutionnaire plus profondément, elle trouve son origine non dans le pur jeu de forces sociales affrontées, mais dans la conscience morale. Politique pour l'homme, elle est de façon absolument essentielle la politique de création de l'homme par l'homme et coïncide avec l'obligation morale qui, seule, confère à l'engagement politique dans sa réalité historique (du moins tant qu'il n'est pas dénaturé) une valeur universelle.



2. Activités internationales de la Société Européenne de Culture: Comprendre

Parution de C O M P R E N D R E, nouvelle série, No 2

Tables des matières : première partie

Les enquêtes de la politique de la culture

UNION EUROPÉENNE - UNION DES EUROPÉENS – POLITIQUE DE LA CULTURE

Pourquoi "De l'Union européenne à l'union des Européens"?, par Michelle Campagnolo Bouvier

L'histoire dans la culture européenne, par Jacques Le Goff

L'Union des Européens pour une politique européenne, par Arrigo Levi

Trois défis à relever, par Henri Bartoli

Europa engagierter Bürgerinnen und Bürger oder Europa der bürokratischen Behörden, von Iring Fetscher

Identité européenne et politique de la culture, par Bronislaw Geremek

La nation européenne, par Giuseppe Galasso

Quo vadis Russia?, by Nikolai Shmeliev (in russo)

Développer la démocratie locale, par Gianfranco Martini

La question de l'adhésion de la Turquie, par György Hazai

APPROCHE PLURIDISCIPLINAIRE

L'Europa delle lingue, una lingua per l'Europa, di Arnaldo Alberti

The role of Universities in the new Europe, by Pier Francesco Ghetti

Culture, économie et politique dans l'Union européenne, par Dominique Leroy

Enlarged Europe within a Perspective of Sustainable Development, by Ignazio Musu

Towards a European Civil Society and European Identity through Multilevel Constitutionalism by Michael Schäfer

EXPÉRIENCES ET TÉMOIGNAGES

L'union de 800 millions d'Européens, Lana Gogobéridzé

La révolution orange en Ukraine, Oleg Kudryashev

La SEC y la "mente europea", Angel Sanchez de la Torre

La notion de l'union entre diversités et unités, par Slobodan Vitanovic, Serbia

Michelle Campagnolo Bouvier Aux membres français et néerlandais (lettre)

DIALOGUE ET DIALOGUES

Vers "une politique de l'homme": the Example of Europe by Eugene Decker III

La Méditerranée au seuil du nouveau millénaire, par Predrag Matvejevic

Proche-Orient et Europe, par Dan V. Segre

La rinascita della nuova Europa, di Francesco Leoncini

CONCLUSION

Europa "invariante", par Vincenzo Cappelletti

Deuxième partie

VIE DE LA SOCIÉTÉ

Session plénière 2009: "Éthique globale, dialogue des cultures et la perspective européenne"

XXVIII Assemblée générale ordinaire

Centenaire de Norberto Bobbio

International Summer School

Présentations de «Comprendre»

Activités nationales

En mémoire de Bronislaw Geremek et Henri Bartoli, par Jean-Louis Cornelle

Due grandi cittadini europei: Jozef Szajna e Bronislaw Geremek, di Eugeniusz Kabatc

L'éthique au coeur de la mutation des entreprises en France et dans le monde, par Dominique Lamoureux

Politica culturale europea per la protezione itnegrata del patrimonio, di Alfredo Cammara

Soixantième anniversaire de la fondation

La Società Europea di Cultura nasce a Venezia nel 1950, di Marino Zorzi



3. Summer School

Université d'été de la SEC à Venise, du 1^{er} au 6 septembre 2011

"European Citizenship and Politics of Culture"

La troisième édition de l'université d'été de la SEC, dédiée à la mémoire de Bronislaw Geremek, s'est déroulée avec un succès pareil aux précédentes. Les participants, principalement postgraduates, ont été frappés et touchés par un enseignement académique qui n'est pas une fin en soi, mais en vue d'un engagement éthico-politique. Sous le patronage du Président du Parlement européen, parrainé par la Regione del Veneto, la Città di Venezia, l'Autorità portuale di Venezia, la Fondazione Pierre du Bois, et avec la collaboration de la Fondazione Enérgeia, elle a été dirigée par son Directeur, la collègue Lorella Cedroni. Elle a pu compter parmi les enseignants sur les collègues du Conseil: Claude Brulant, Davide Cadeddu, Damiaan Meuwissen, Michael Schäfer, sur les membres Andrea Ciampani et Paolo Costa et sur celle du Secrétaire général Michelle Campagnolo Bouvier.

Sur le thème de « Citoyenneté européenne et politique de la culture », l'université d'été a réuni une vingtaine d'étudiants venus de divers pays (Italie, France, Russie, Roumanie). A son terme, ceux-ci ont présenté un bref essai et ont reçu un certificat d'assiduité au cours d'une cérémonie finale qui s'est déroulée dans les locaux des Autorités portuaires de Venise. Ils ont également eu la possibilité de visiter le Siège international de la SEC, la Biennale de Venise, et de participer à la Mostra sur l'Île du Lido. Le Centre français de la SEC avait, comme l'année dernière, alloué une bourse couvrant les frais d'inscriptions à une étudiante de Paris Assas.



4. Conseil exécutif de la SEC et conférence de Neuhardenberg: Éthische Herausforderungen der globalen Wirtschaft

Cette session du Conseil exécutif et la conférence qui suivra se tiendra du 22 au 25 mars 2012 près de Berlin. Cet événement pourra se tenir au château de Neu Hardenberg grâce à l'offre et à la collaboration de la Fondation Neu Hardenberg, en la personne de son Generalbevollmächtigter, Dr. Bernd Kauffmann, membre de la SEC. La conférence portera sur le thème « **Éthische Herausforderungen der globalen Wirtschaft** » ou « **Défis éthiques de l'économie globale** ». Le concept en a été ainsi défini par **Michael Schäfer**:

Éthische Herausforderungen der globalen Wirtschaft

Das vorgeschlagene Thema macht es möglich, ein breit angelegtes Programm für die Konferenz zusammenzustellen, die die *Stiftung Neuhardenberg (SNH)* und die *Società Europea di Cultura (SEC)* für das Vorjahr 2012 gemeinsam planen und im Schloss Neuhardenberg abhalten wollen. Gerade das aber erfordert eine prägnante thematische Rahmenkonzeption, die eine solche Bandbreite möglicher Vorträge zusammenhält. Vier Vorschläge hierzu:

1: Wenn auch das Verhältnis von globaler Wirtschaft und Ethik das zentrale Thema der geplanten Konferenz in Neuhardenberg darstellt, so sollte aus der Sicht der SEC aber auch das Konzept einer „Politik der Kultur“, also die Bedingungen des Dialogs zwischen den Kulturen, die ja auch religiöse Wurzeln haben, als mit Wirtschaft und Ethik jeweils verbundenes Thema und somit als eine weitere wichtige Achse hinzugefügt werden. Kultur der Wirtschaft ist immer auch Teil der Kultur der Gesellschaft, auch wenn die Moderne die Wirtschaft vornehmlich als einen autonomen, von der Kultur und Ethik unabhängigen und aus der Gesellschaft ausdifferenzierten Teilbereich betrachtete (Peter Koslowski). Eine zentrale Frage dabei könnte beispielsweise sein, auf welche Weise Kultur im Streit um das richtige Wirtschaftsmodell von Bedeutung ist, und vor allem, welche zukünftige Rolle in der strukturellen Entfaltung von Kultur und Wirtschaft hierbei Europa spielte und zu spielen habe, ohne allerdings dabei in einen statischen Kultur-determinismus in sich geschlossener Kulturen zu verfallen: Inwiefern und in welchen verschiedenen Hinsichten beeinflussen Kulturen, die vornehmlich der Freiheit des Individuums verpflichtet sind, ökonomische Entwicklungen und inwiefern stellt sich Europa

als Alternative zum amerikanischen Unternehmensstil dar (exzessive Orientierung am shareholder value versus Rheinischer Kapitalismus und Sozialstaat)? Kulturelle Einflüsse können aber auch im europäischen Raum einen großen Unterschied ausmachen, zum Beispiel im Hinblick auf das Arbeitsethos, auf verantwortliches Verhalten, Kooperationsbereitschaft, unternehmerische Initiativen oder Risikobereitschaft. Kulturelle Einflüsse spielen außerdem eine wichtige Funktion beim Vorhandensein oder bei dem Fehlen von wirtschaftlicher Korruption.

Zudem stehen die wirtschaftlich Tätigen von internationalen Wirtschaftsunternehmen ständig vor dem Problem, wie sie mit kulturellen Unterschieden umgehen sollen, ohne fundamentale moralische Normen und Erwartungen am jeweiligen Standort zu verletzen. Im Zusammenhang mit diesem Problem sucht beispielsweise die politische Theorie gegenwärtig einen Mittelweg aus zwei unbefriedigenden Positionen zu finden: dem Universalismus einerseits und dem Relativismus andererseits. In diesem Zusammenhang wäre der Frage nachzugehen, inwiefern der Ausweg, der gegenwärtig zwischen diesen beiden Positionen gesucht wird, und der gemeinhin mit Kulturalismus (Schaffung von gemeinsamen Werten durch Interaktionen) bezeichnet wird, eine tragfähige Grundlage für den Umgang mit kulturellen Unterschieden bieten könnte.

2. Dass der Dialog zwischen den Kulturen auch religiöse Implikationen hat, wurde schon erwähnt. Aus der Sicht der SNH sollte daher während der Konferenz der Frage nachgegangen werden, inwiefern für die Bewältigung der aktuellen Wirtschafts- und Finanzkrisen nicht nur die christliche Ethik, sondern auch die islamische Ethik und speziell die Wirtschaftsethik dazu Anregungen und Antworten beisteuern können. Eine Klärung dieser Frage scheint zudem geboten, weil die globalen Wirtschaftsstrukturen gemeinsame ethische Werte benötigen. Allerdings herrscht in den westlichen Ländern weitgehend die Auffassung vor, dass der Islam die Entfaltung der Marktwirtschaft und damit den wachsenden Wohlstand behindere. Eine legitime weltweit gültige Wirtschaftsordnung muss aber von allen Kulturen und Religionen weitgehend akzeptiert werden können, oder anders gesagt, relevante Inhalte unterschiedlicher Kulturen und Religionen dürfen nicht ohne eine ernsthafte Auseinandersetzung unberücksichtigt bleiben.



4. Conseil exécutif de la SEC et conférence de Neuhardenberg: Éthique Herausforderungen der globalen Wirtschaft

Insofern ist der bereits angesprochene interkulturelle und damit auch immer der interreligiöse Dialog - ein Thema, dem sich die SEC bereits 2009 während einer Konferenz in Innsbruck gestellt hat - ein zwingendes Gebot für eine Konferenz, die sich den ethischen Herausforderungen der globalen Wirtschaft widmet. Eine einheitlich islamische Welt gibt es allerdings so wenig wie es eine einheitliche christliche Welt gibt. Es existieren unterschiedliche Glaubensrichtungen mit jeweils unterschiedlichen Rechtsschulen und eine Vielfalt von Staats- und Gesellschaftsordnungen mit je eigenen Traditionen und ethnischen Zugehörigkeiten. Während der Konferenz in Neuhardenberg soll vornehmlich die schiitische Glaubensrichtung zu Wort kommen. Diese bezieht sich im Unterschied zu der orthodoxen sunnitischen Rechtsmeinung, die sich auf die einheitliche islamische Rechtsquelle des Korans und die Sunna des Profeten (der selbst Kaufmann war) stützt, auch auf eigenständige Rechts- und Urteilsfindungen ihrer geistlichen Führer und Rechtsgelehrten bezüglich ethischer Grundprinzipien eines islamgemäßen Wirtschaftens.

3. Daran unmittelbar sollen dann weitere ethische Probleme der fortschreitenden wirtschaftlichen Globalisierung herausgearbeitet werden. Zwar darf die Globalisierung nicht auf rein ökonomische Prozesse reduziert werden, aber sie wird doch entscheidend durch westliche wirtschaftliche Dynamiken vorangetrieben. Die ethische Kritik an einer Globalisierung, die sich seit zwei Jahrzehnten einer ökonomischen Entwicklung verschrieben hat, die vornehmlich auf Privatisierung, Deregulierung und Entstaatlichung setzt, kann - Karl Homann zufolge - die Erosion folgender Werte zur Folge haben: (I.) Moralische (Verlagerung von Unternehmen und Produktionsstätten an Standorte mit niedrigen moralischen Standards, wie unzureichende Löhne, Kinderarbeit, gefährliche und ungesunde Arbeitsbedingungen), (II.) demokratische (Verlagerung von Unternehmen und Produktionsstätten an Standorte mit niedrigen demokratischen und rechtsstaatlichen Standards), (III.) soziale (Verlagerung von Unternehmen und Arbeitsplätzen an Standorte mit niedrigen sozialstaatlichen Standards) und schließlich (IV.) wettbewerbs-einschränkende (Verzerrung des Wettbewerbs im Zusammenhang mit Megafusionen). Diese Entwicklungen innerhalb eines zunehmenden Globalisierungsprozesses, die zudem mit zunehmender Ungleichheit und wiederkehrenden Zyklen der Stabilität und Instabilität der kapitalistischen

Entwicklung einhergehen, verunsichern und überfordern viele Menschen und fördern die Flucht in propagierte vermeintlich rein „ethnische“ oder „nationale“ Homogenitäten. Rechts- und Linkspopulismus sowie die Suche nach einer über Transzendenz vermittelten Sicherheit oder aber ein radikaler Nationalismus mit ausländerfeindlichen Affekten können die Folge sein. In jedem Fall gewinnt das Konzept einer „Politik der Kultur“ unter Bedingungen der Globalisierung auch hier an Bedeutung.

4. Im Hinblick auf die Frage, wer denn die globalen öffentlichen Güter (gesunde wirtschaftliche Entwicklung, Stabilität der Finanzmärkte und Weiterentwicklung der internationalen Finanzmarktordnung) bereitstellen und „global bads“ verhindern kann, könnte man letztendlich die Frage erörtern, inwiefern hier durch die strukturellen Veränderungen des globalen Koordinaten-systems neue institutionelle Arrangements (Global Governance) greifen. Oder bleibt nur festzuhalten, dass kapitalistische Gesellschaften immer nur der Schauplatz eines andauernden Dilemmas bleiben? Wie kontrolliert man Unternehmen, um die schlimmsten sozialen und ökologischen Folgen zu verhindern, ohne gleichzeitig ihre Abwanderung zu provozieren oder das Wachstum zu schwächen? Zudem sind Regierungen ständig gezwungen, die notwendige Kontrolle des Kapitals gegen die Gefahren der Standortverschlechterung abzuwägen. Gibt es also gar keine harmonischen Lösungen, sondern nur instabile, lediglich Schaden begrenzende Kompromisse?



4. Conseil exécutif de la SEC et conférence de Neuhardenberg: Ethische Herausforderungen der globalen Wirtschaft

Défis éthiques de l'économie globale

Le thème proposé rend possible de concevoir un programme ample pour la conférence et pour que la Société Européenne de Culture (SEC) puisse se reconnaître dans ce débat. Mais cela exige un cadre thématique clair et solide, tel qu'il puisse accueillir des interventions différentes. Ci de suite trois propositions:

1. Si le rapport entre l'économie globale et l'éthique représente bien le sujet central de notre conférence, du point de vue de la SEC on ne saurait ne pas évoquer la notion de „politique de la culture“ comme un autre axe important du débat. Ce sont notamment les conditions du dialogue entre les cultures, qui ont aussi des racines religieuses, qui demandent une attention prioritaire. Une question centrale sur ce point peut être de quelle manière la culture compte dans le conflit au sujet du choix du juste modèle économique; quel rôle l'Europe a joué et va jouer dans le développement de la culture et de l'économie, sans pour autant tomber dans un déterminisme culturel renfermé sur lui-même. En quelle mesure et sous quels aspects les cultures – qui sont engagées avant tout pour la liberté de l'individu – influencent les développements économiques; en quelle mesure l'Europe se place comme une alternative au style d'entreprise américain (l'orientation excessive en faveur de la shareholder value contre le capitalisme rhénan et l'Etat social)? Les influences culturelles peuvent faire une grande différence, par exemple eu égard à l'éthos du travail, à un comportement responsable, à la disponibilité à coopérer, aux initiatives commerciales et à la propension à prendre des risques. De plus, les influences culturelles jouent un rôle important pour la présence ou l'absence de la corruption dans le monde de l'économie

Et encore, ceux qui œuvrent dans les entreprises commerciales internationales sont constamment confrontés au problème de comment se conduire face aux différences culturelles, sans enfreindre les normes morales qui diffèrent d'un pays à l'autre et décevoir les attentes. En rapport avec ce problème la théorie politique cherche aujourd'hui un équilibre entre deux positions peu satisfaisantes: l'universalisme d'une part et le relativisme de l'autre. Il vaut la peine de se demander dans quelle mesure l'issue que l'on cherche entre ces deux positions, et qui est communément désignée comme culturalisme (à savoir, la création de valeurs communes à travers l'interaction), pourrait constituer une base solide pour se mouvoir dans le cadre des diffé-

rences culturelles.

2. A cela se rattache directement le point central de la conférence que nous organisons, à savoir les conséquences éthiques de la mondialisation économique qui avance. Or, la mondialisation ne peut pas être réduite à des mécanismes de nature purement économique, mais elle est tout de même accélérée de façon décisive par des dynamiques de telle nature. La critique éthique d'une mondialisation imposant depuis deux décennies un développement économique qui mise essentiellement sur la privatisation, la déréglementation et la dénationalisation a – selon Karl Homann – comme conséquence l'érosion des valeurs suivantes: morale (déplacement des entreprises et des sites de production dans des lieux ayant des standards moraux plus bas, tels des salaires insuffisants, travail des mineurs, conditions de travail malsaines); démocratique (déplacement des entreprises et des places de travail dans des lieux ayant des standards démocratiques plus bas et où l'Etat de droit est moins présent); sociale (déplacement des entreprises et des places de travail dans des lieux ayant de bas standards de politique sociale) et, enfin, du libre marché (à travers la déformation de la concurrence par des mégafusions). Ces processus de mondialisation, qui de plus vont de pair avec une inégalité croissante et des cycles récurrents de stabilité et d'instabilité du développement capitaliste, désécurisent beaucoup de gens qui, soumis à une pression excessive, sont stimulés à se réfugier dans la soi-disant pure homogénéité « ethnique » ou « nationale » vantée par une certaine propagande. Ce sont le populisme de gauche et de droite, ou la recherche d'une sécurité conviée par la transcendance, ou enfin un nationalisme radical avec des traits xénophobes qui peuvent en être la conséquence. En tout cas, la notion de „politique de la culture“ gagne en prégnance dans les conditions de la mondialisation.

3. La question de savoir qui peut mettre en place les biens publics „globaux“ (un développement économique sain, la stabilité des marchés financiers et le progrès de l'ordre financier international) tout en empêchant les „maux globaux“ conduit à s'interroger dans quelle mesure, à travers les changements structurels du système de coordination mondiale, de nouveaux arrangements institutionnels (Global Governance) ont pris.



4. Conseil exécutif de la SEC et conférence de Neuhardenberg: Ethische Herausforderungen der globalen Wirtschaft

Ou devons nous continuer à croire que les sociétés capitalistes ne seront jamais autre chose que le théâtre d'un dilemme ininterrompu? Comment contrôle-t-on les entreprises, pour éviter les plus néfastes conséquences sociales et écologiques, sans pour autant en provoquer l'émigration ou en affaiblir la croissance? Les gouvernements sont obligés constamment de maintenir un équilibre entre les contrôles nécessaires du capital, d'une part, et les dangers de la détérioration de la place économique, de l'autre. N'y a-t-il donc pas de solutions harmonieuses, mais seulement des compromis pour limiter les dégâts ?

(Traduction de l'allemand par Cosima Campagnolo)



5: Conseil exécutif de la SEC et conférence de Neuhardenberg: Programme

Prochaine réunion du Conseil exécutif

Le Conseil exécutif va se réunir à Neuhardenberg, près de Berlin, du 22 au 25 mars. Suivant une formule appliquée par le passé, les travaux internes sont précédés d'un débat public, organisé en collaboration avec la Fondation Schloss Neuhardenberg. Le thème du colloque porte sur le *Défis éthiques de l'économie globale*, et le programme est le suivant

23 mars, 10h00 Ouverture du colloque

Prof. Dr. Vincenzo Cappelletti

Notre dialogue demain

Prof. Dr. Julian Nida-Rümelin

Einführungsvortrag

Prof. Dr. Michael Schäfer

Der Kapitalismus und die Zukunft des demokratischen Europas

Prof. Dr. Iring Fetscher

Kulturelle Vielfalt als ein Wirtschaftsfaktor Europas

Prof. Dr. Peter Bendixen

Kulturelle Vielfalt und weltwirtschaftliche Standards aus ethischer Sicht

Dr. Arrigo Levi

The challenge of globalization for the world's religions

Dr. Stephan Schlenz

Die globale Wirtschaft braucht ein globales Ethos

24 mars

Prof. Dr. Helmut Reinalter

Globale Ethik als Projekt der Aufklärung

Prof. Dr. Dominique Leroy

Arts, économie globale et défi éthique

Prof. Dr. Alexander P. Kudriavtsev

Global market and professional ethic

Dr. Donald Kalff

The Enterprise, an indispensable institution in countering the financial economy

Interventions annoncées

Dr. Claude Brulant

Quelques pistes pour parvenir à une éthique de l'économie globale

Prof. Dr. Giuseppe Galasso

Monde global, monde uniforme?

L'après-midi du 24 sera consacrée aux travaux internes. Il s'agira, notamment, à partir d'un bilan de l'année 2011, d'évaluer la situation actuelle de la SEC et de son Secrétariat et de tracer le chemin qui conduira à la prochaine Assemblée générale.
(Cosima Campagnolo)



6: Activités des centres nationaux de la Société Européenne de Culture

Centre français de la SEC

1^o- Conférences 2009-10

Ces conférences ont été réunies dans un recueil (106 pages) qu'il est possible de se procurer en écrivant à cleroy34@hotmail.fr.

2^o- Conférences 2011

Les conférences ayant été enregistrées, une publication de ces textes est prévue durant l'année 2012. Ci-dessous sont présentées deux d'entre elles.

a) Pierre Grapin: « la France en 2035. Quels scénarios ? »

Le BIPE a réalisé fin 2006 un exercice de prospective pour la France à l'horizon 2035. Ce travail s'inscrivait alors dans une réflexion globale menée de façon indépendante au sein d'un cabinet d'études économiques et de prospective. Les économistes du BIPE ont souhaité volontairement prendre du recul et raisonner sur le long terme, « à contre courant » de la pensée dominante de l'époque, plutôt que sur le court terme, dont étaient victimes beaucoup des hommes politiques en course pour la présidentielle de 2007.

Mais pour construire des scénarios pour le futur, il convenait au préalable de bien identifier ce qui faisait les forces et les faiblesses de la France en 2005. Pour cela, rien ne pouvait remplacer une bonne analyse rétrospective des évolutions de la société française sur les deux dernières périodes trentenaires : les Trente Glorieuses (1945-1975), auxquelles ont succédé ce que nous avons appelé les Trente « décevantes » (1975-2005).

Que retenir de ces deux périodes et en particulier de la dernière ? Je pense personnellement qu'il faut mettre l'accent sur trois promesses non tenues, en dépit d'un taux de croissance économique resté encore nettement positif après la crise de 1975 : le taux de croissance du PIB par tête a en effet cru de 1,7% par an entre 1978 et 2004 (contre 3,7% entre 1950 et 1978).

La première promesse non tenue concerne le maintien, pour les jeunes générations, de l'ascenseur social : on a assisté à partir de 1975 à un appauvrissement relatif des jeunes générations, puisqu'en 2000 il fallait attendre l'âge de 43 ans pour atteindre le niveau de vie de ses parents alors que le PIB avait doublé sur la période. Et ceci s'est accompagné d'une progression spectaculaire du chômage chez les jeunes. Cette crise des relations intergénérationnelles s'est doublée d'un enrichissement très sensible de certaines catégories de ménages sur la période la plus récente : le ratio patrimoine/revenu a été porté de 5,3 en 1994 à 7,4 en 2004, cet « effet richesse » profitant notamment, dans les classes moyennes, aux seniors détenteurs de biens immobiliers et accessoirement de valeurs mobilières.

Le second clignotant concerne l'évolution de la protection sociale et les conséquences pour les jeunes générations. Dès les années 1970, le modèle de la Sécurité Sociale est entré en crise, avec une nette dégradation au cours des dernières années. Ces crises ont une origine financière, mais les décisions qui auraient dû y remédier ont trop tardé ou n'ont pas été prises : l'assurance maladie et l'assurance retraite, complétées en 1958 par une couverture favorable du risque chômage, ont été confrontées à des crises de financement, à répétition pour la première. Le système de retraite par répartition est, quant à lui, entièrement lié à l'évolution du ratio actifs/inactifs qui se dégrade continûment sur la longue période.

Enfin, le dernier oubli de la croissance concerne la qualité de notre environnement. La seule décision importante prise en la matière après 1970 porte sur le choix du nucléaire pour la production de l'électricité ; il n'a pas été dicté par des considérations environnementales, mais pour garantir l'indépendance énergétique de la France.

En face de ce constat global, comment raisonner pour le futur et en particulier pour le futur lointain de la prospective ? Le BIPE a construit trois scénarios suffisamment contrastés : l'un peut être qualifié de probable (toutes choses égales par ailleurs), le second est celui que l'on peut redouter le plus, enfin le troisième est le scénario souhaitable.



6: Activités des centres nationaux de la Société Européenne de Culture

Nous allons comparer leurs résultats, en rappelant que chaque scénario repose sur un traitement particulier de notre système de protection sociale.

Le premier scénario s'intitule « le compromis au fil de l'eau » : on aura compris qu'il s'agit d'un scénario tendanciel, sans réelle rupture par rapport à la période antérieure. Les comportements des acteurs que sont les ménages, les entreprises, le système financier et l'État évoluent peu : les ajustements se font à la marge et les réformes, notamment la réforme des retraites et celle de l'assurance maladie, sont engagées le plus tardivement possible pour éviter les « effets de vague ». Pour les ménages, cela signifie une propension à partir à la retraite « aussi tôt que possible », de même qu'un arbitrage en faveur du bas prix et le maintien d'un haut niveau de tiers payant pour les services publics et la santé. Dans ce scénario, les entreprises nouent un contrat tacite avec leurs salariés pour faciliter leur départ à la retraite, souvent anticipé mais non remplacé : elles privilégient les contrats de travail de court terme, accentuent la recherche des gains de compétitivité et les délocalisations.

Dans ce scénario, à l'horizon 2035, les indicateurs de progrès, qui intègrent des indicateurs de qualité de vie, d'équité sociale et de qualité de l'environnement, en plus des indicateurs « classiques » de nature économique, montrent une évolution un peu plus équilibrée que sur la période 1975-2005, mais avec une croissance inférieure (+1,5% de PIB par tête et par an).

Le second scénario est un scénario de crise, crise de nature endémique et qui risque de produire rapidement des conflits de toute nature au sein de la société. Nous l'avons appelé « les crispations sur les acquis sociaux ». Dans ce scénario, les ménages campent sur leurs acquis sociaux et n'acceptent pas les réformes indispensables pour assurer leur financement. Devant ce blocage, l'Etat et les régimes sociaux sont amenés à se décharger sur l'entreprise d'une part croissante de la protection sociale. On assiste alors à la mise en place et au développement d'une protection sociale à deux vitesses, dont profitent essentiellement le petit nombre de salariés des grandes entreprises. Mais l'entreprise, quelle que soit sa taille, cherche à compenser les coûts additionnels en mettant l'accent sur la productivité et la réduction de tous

les types de dépenses, notamment les dépenses de main d'œuvre. Dans ce scénario, le tissu des PME s'effrite, ce qui entraîne des pertes d'emploi en nombre. Au final, l'assiette fiscale se contracte, les déficits publics se creusent, entraînant notamment une hausse des taux de TVA. Les résultats économiques et sociaux sont préoccupants : ils se caractérisent par une croissance à la baisse (+1,1% par an et par tête), une dégradation continue des finances publiques, et des indicateurs sociaux moins favorables.

Le troisième scénario est appelé « les nouveaux compromis en faveur du développement durable ». Il suppose des changements de comportement de tous les acteurs économiques et une prise en compte collective des nouvelles données de la mondialisation et du développement durable. Ainsi, les ménages n'arbitrent plus systématiquement pour le « bas prix », travaillent plus longtemps, même si c'est à temps partiel, mettent l'accent sur la qualité de vie et épargnent pour leur retraite dès 40 ans. En corollaire, les entreprises sont invitées à réinvestir en France et à profiter des départs à la retraite pour recruter des jeunes. Ce scénario facilite la réforme de l'État et la maîtrise des dépenses publiques et des comptes sociaux, dans une économie de services moins dépendante des financements publics. Enfin, le développement d'une épargne à long terme dès 40 ans favorise un allongement des placements financiers. Ce scénario voit sa probabilité renforcée par des mesures de soutien ciblées des pouvoirs publics (écotaxes, TVA sociale avec allègement des cotisations). In fine, il se traduit par un net progrès de l'ensemble des indicateurs économiques et sociaux, donc par croissance plus équilibrée et plus durable.

Ce dernier scénario, qui a notre préférence, a-t-il des chances de se réaliser ? On peut l'espérer, mais il suppose une bonne dose de courage et de persévérance de la part de l'ensemble des acteurs économiques. Il est le seul à faire progresser simultanément les indicateurs de progrès retenus à l'horizon 2035, et à instaurer de nouveaux équilibres sociaux adaptés à notre modèle social.



6: Activités des centres nationaux de la Société Européenne de Culture

Ninou Garabaghi : Mondialisation et intégration régionale. Gouvernance de la diversité culturelle (*)

Selon Ninou GARABAGHI, « mondialisation, constructions régionales et diversité culturelle » présentent au vu des enjeux du XXI^e siècle autant de défis que d'opportunités à saisir (...). Les initiatives en matière d'intégration régionale rencontrent des problèmes et soulèvent des questions qui ne sont pas exclusivement d'ordre économique et écologique, mais aussi et surtout d'ordre culturel et social, et in fine politique (...)

Sous le vocable de « choc des cultures », c'est la diversité culturelle qui inquiète et évoque des images de guerre et de mort. En réalité, c'est dans l'uniformisation que réside

le véritable danger. La diversité des cultures, perçue comme autant de réponses collectives alternatives à la question du sens, est davantage source de solutions que de problèmes ».

Cette recherche « ambitionne d'ouvrir un débat sur des visions prospectives de la gouvernance mondiale via une tentative de réflexion sur les défis et opportunités d'un multilatéralisme régional (...). Il invite à explorer, dans une perspective stratégique, les apports, les pièges, les limites et les défis du multiculturalisme régional ». Il sera intéressant de discuter sur ces thèmes et aussi de situer cette thèse dans le contexte des événements actuels pour mieux évaluer l'avenir du dialogue interculturel prôné par la SEC.

(*) Cf. Ninou Garabaghi : « Les espaces de la diversité culturelle. Du multilatéralisme au multiculturalisme régional ». Karthala Ed, Paris, 2010.

Centre neerlandais de la SEC

29 september 2010: Damiaan Meuwissen:
Referaat Het kwaad nav stuk van Van Velthoven

18 oktober 2010: Lezing: Hans van den Bergh (1932—2011) : *Het kwaad in de literatuur*

26 januari 2011: Fons Elders :
Het kwaad bestaat niet, de mens wel

28 februari 2011: Wouter Gomperts;
Het ziellose Kwaad. Psychoanalytisch gedachten over genocide

Woensdag 23 maart 2011: Jaap Ubbels:
Koning Oedipus en 'het menselijk tekort' Over het perverse in ons allen

Woensdag 27 april 2011: Ed van Thijn :
De banaliteit van het Kwaad

23 mei 2011: Frans Vervooren :
Verzaken aan de duivel. Christelijk geloof als positie bepaling tegenover het kwaad

29 juni 2011: Jacco Verburgt :
Kant's begrip van het radicale kwaad in sociaal - en cultuurfilosofisch perspectief"

21 september 2011: Willem Langeveld:
Het lucifer effect, of de verleidelijkheid van het kwaad.

19 oktober 2011: Ilse Bulhof :
Het kwaad uit Boeddhistisch perspectief



7: Au sujet de l'ouvrage de Ninou Garabaghi : MONDIALISATION ET INTEGRATIONS REGIONALES - GOUVERNANCE DE LA DIVERSITE CULTURELLE

Avec « Les espaces de la diversité culturelle », Ninou Garabaghi nous livre sa lecture de la rencontre des peuples et de leurs cultures aujourd'hui. Elle constate le rétrécissement du monde et nous appelle à compléter l'organisation internationale mise en place au mi-temps du vingtième siècle lorsque les relations entre les Etats pouvaient encore prétendre épuiser le champ des actions sans frontières. Elle voit se rencontrer plus ou moins pacifiquement les cultures dans toute leur diversité, à travers les migrations et les diasporas, la circulation inégale des créations artistiques et de leurs auteurs. Elle voit aussi l'emprise exercée sur les esprits à l'échelle de la planète entière, par une vulgate mêlant le règne sans partage de l'argent et l'équivalence généralisée des productions culturelles.

A partir de sa riche expérience à l'UNESCO, Ninou Garabaghi ouvre une voie, celle de la reconnaissance mutuelle des cultures dans leur singularité et leur richesse que prolonge une aptitude au désarmement des esprits, d'autant plus nécessaire qu'elle concerne des peuples voisins souvent dressés l'un contre l'autre par « le narcissisme des petites différences. »

C'est une telle ouverture, vitale pour notre avenir commun, que l'auteur réalise lorsqu'elle saisit l'étroite relation entre la politique, la culture et la géographie. Alors que la doxa contemporaine mondialise tout dans le grand bain marchand et laisse dans l'ombre les vies concrètes, Ninou Garabaghi les fait advenir en pleine lumière : ces vies, celle(s) de chacun d'entre nous, ne sont pas figées dans des éternités nationales ni dans des cultures étanches. Elles se nourrissent des cultures transmises et acquises, elles s'étayaient et trop souvent s'abîment aux édi-

fices politiques et se déploient dans des espaces de terres, de fleuves et de mers. Géographies, philologies et cosmopolitiques se dessinent ou s'écrivent au fil des pages.

Des vies diverses que l'ouverture régionale met en relation pacifique et constructive avec des vies voisines dont des siècles ou des décennies de bellicisme ont nié l'altérité d'autant plus qu'elle n'était pas exclusive d'une grande proximité.

Alors que le mondialisme unilatéral et univoque suscite en retour nationalismes et intégrismes, le multiculturalisme régional proposé par l'auteur est une promesse d'équilibre dans le déséquilibre, les facultés créatrices étant stimulées par la mise en commun des richesses, économiques, mais d'abord culturelles : « *transformer l'interdépendance de fait en une solidarité constructive.* »

Mieux sans aucun doute que l'Union européenne de ce commencement de siècle, certaines intégrations régionales qui ne limitent pas leur ambition au commerce des marchandises ni à la circulation frénétique du capital mais qui s'abreuvent aux sources diverses de leurs cultures, comme celle des Caraïbes, montrent le chemin d'une nouvelle organisation des relations entre les peuples. Une organisation qui prenne en compte à la fois l'unité du monde et sa diversité culturelle, « *autant de réponses collectives alternatives à la question du sens.* »



7: Au sujet de l'ouvrage de Ninou Garabaghi : MONDIALISATION ET INTEGRATIONS REGIONALES - GOUVERNANCE DE LA DIVERSITE CULTURELLE

Le régionalisme a plus de légitimité humaine que l'affirmation brutale des nouvelles puissances a fortiori dans un monde fini. L'auteur montre avec brio et conviction que nous avons aujourd'hui la responsabilité d'inventer des formes régionales où se désarment les esprits ethniques et religieux mais aussi nationaux ou commerçants dans l'expérience toujours renouvelée de l'altérité, d'abord à côté de chez soi.

Jacques TENIER

Conseiller maître à la Cour des comptes française Professeur associé à l'Institut d'études politiques de Rennes Président de l'association politique Les Points cardinaux



8. Damiaan Meuwissen: 'Une réflexion européenne'

L'avenir de l'Europe et de l'UE est en jeu. Une crise n'est jamais simplement une crise, elle représente aussi une chance, un événement critique (et parfois dramatique), qui conduit à un changement profond de politique et de comportement des hommes responsables, changement sinon nécessaire du moins possible. C'est le cas en Europe depuis bientôt un an et plus.

Ces derniers mois, l'euro et les banques se sont trouvés au centre des préoccupations, les dettes excessives de plusieurs pays ont éveillé de grandes inquiétudes. On a l'impression que des solutions intergouvernementales, avec l'aide substantielle de la Banque Centrale Européenne et de la Banque Mondiale, ne suffisent pas complètement, quoiqu'on doive apprécier leur soutien remarquable.

La crise nous ouvre les yeux. On se rend de plus en plus compte qu'un système largement intergouvernemental ne suffit pas à maîtriser la situation actuelle. Une autorité centrale vraiment européenne semble s'imposer de plus en plus ; on ne peut plus se passer de mesures strictement européennes qui relèvent de compétences et de mesures de caractère fédéral, et qui soient prises par une Institution européenne, responsable seulement devant le Parlement Européen. La défense de l'Euro et la mise en œuvre complète de l'Union économique et monétaire exigent une autorité fédérale. Toute autre solution n'est pas imaginable. On l'a toujours su, surtout aux Pays Bas, l'Etat membre qui dès le début de l'intégration européenne a soutenu avec vigueur la thèse du fédéralisme en Europe, peut être plus

qu'aucun autre pays de l'UE. Il est donc triste de voir que ce pays non seulement a rejeté une Constitution européenne très modeste, mais encore s'oppose farouchement à toute évolution fédérale. C'est une lâcheté, j'ose le dire, dépourvue du moindre argument valable. Et pourtant la solution fédérale est la seule réellement possible ; à la longue même les Pays Bas devront l'accepter.

D'ailleurs, le système fédéral est déjà largement en place. Il en est ainsi de la primauté du droit européen sur le droit national et surtout de la doctrine et de la pratique des *implied powers*. Néanmoins, on ne le dit pas, on a peur. La peur domine les idées et les gestes de certains politiciens. La continuation de l'intégration européenne exige du courage civil, de l'engagement, une fois dans ce qu'on veut atteindre. A mon avis, la SEC devra s'engager sans plus tarder dans cette voie. Les arguments substantiels en faveur du fédéralisme méritent d'être une fois encore formulés.

Le premier est lié au projet de Constitution qui a été rejeté par deux pays membres en 2005. Ce projet était d'une signification historique éclatante. Jamais dans l'histoire, 27 pays, qui pendant de longues siècles se sont combattus, se sont entre-tués et se sont considérés comme des ennemis déclarés, ne s'étaient rejoints et réunis dans le but de mettre définitivement fin à une tel passé afin d'entreprendre une nouvelle histoire cette fois commune et fondée sur des valeurs communes. C'est du « jamais vu ». 25 pays étaient en fait disposés à s'engager dans cette



8. Damiaan Meuwissen: 'Une réflexion européenne'

aventure. Une mince majorité d'électeurs dans une petite minorité d'Etats-membres, deux seulement, en a décidé autrement. Et sans argumentation fondée mais à partir de sentiments impulsifs d'hostilité à un gouvernement national. Les responsables européens n'ont pas eu le courage de continuer le projet à 25. Or quand en 1949 la Bavière avait voté contre le projet de Constitution en vue d'une Allemagne Fédérale, cette Constitution était quand même entrée en vigueur. Et la Bavière a rejoint la République fédérale plus tard. Voilà le modèle qui aurait dû s'imposer en Europe en 2005. Une fois de plus, le referendum apparaît comme un mauvais instrument de politique, sauf exceptions strictes. Le *kairos* a donc passé, mais pas tout à fait.

L'entreprise commune des 27 Etats-membres reste cependant impressionnante, et même sans nouvelle Constitution, elle présente une garantie contre une nouvelle guerre au cas de conflits imprévus. C'est en cela que se situe le premier argument : l'UE offre des solutions pacifiques aux conflits éventuels entre les Etats-membres ou encore concernant la situation juridique de ses citoyens.

Une deuxième considération se réfère au patrimoine commun européen, comme la culture, la façon de vivre, la religion et surtout les valeurs essentielles. Parmi ces valeurs, le principe de liberté occupe une place centrale. La liberté n'est pas une valeur en elle-même, mais plutôt la source de toutes les valeurs, le vrai, le bon et le beau. Ainsi, la culture ne peut-elle **pas** être comprise comme la **création** des valeurs (comme le

pensait Campagnolo), mais plutôt comme une certaine façon de **réaliser** des valeurs déjà existantes. Nous ne créons pas les valeurs, mais nous les reconnaissons (*Wertfuehlen*) pour les réaliser ensuite (Max Scheler). Il n'est pas possible de développer ici cette philosophie des valeurs, qu'on trouve d'ailleurs également dans une certaine mesure chez Paul Ricoeur. Je mets l'accent seulement sur la place essentielle du principe de liberté. La liberté, comme principe central de l'existence humaine et de chaque organisation sociale, a été inventée en Europe et a été répandue depuis partout dans le monde. Cette liberté et les valeurs qui en découlent doivent être protégées et l'intégration européenne en est l'instrument royal.

La Commissaire Vivian Reding a récemment développé un projet intéressant en vue d'une intégration plus poussée de l'UE. On parle même d'un nouveau projet de Constitution. Ces projets méritent toute notre considération en cette période de scepticisme. J'espère qu'aussi dans mon pays (les Pays-Bas), le scepticisme européen recule. L'initiative récente du PVV (le parti de Geert Wilders) d'ouvrir un lieu où les citoyens peuvent se plaindre des inconvénients causés par les immigrants d'origine polonaise (des citoyens européens comme nous) est plus que scandaleux et apparaît comme une violation profonde de toutes les valeurs européennes, les droits de l'homme inclus. L'attitude lâche du gouvernement néerlandais, qui refuse de prendre position, me fait honte.



9. Informations diverses

a) Le 20 mai 2011 s'est tenu à Milan, salle de conférences du Parlement européen, une réunion de **présentation de la revue COMPRENDRE** à l'occasion de la publication du numéro 2 dédié au thème « De l'Union européenne à l'union des Européens ». Outre son organisateur principal, David CADEDDU, sont intervenus en ouverture les docteurs CLARA ALBANI et GIORGIO ARMAROLI, ainsi que les professeurs Antonio PADOA SCHIOPPA, MAGDI CRISTANO ALLAM, VALERIO ONIDA, VITTORIO PRODI et ALBERTO QUADRIO CURZIO. La conclusion des travaux est revenu au docteur MAURIZIO CUCCHI.

b) On peut lire dans le numéro du 26 octobre 2011 du magazine italien PANORAMA consacré au 150^e anniversaire de l'Unité de l'Italie, un article de MICHELLE CAMPAGNOLO BOUVIER. Ce fut sa dernière contribution écrite peu avant son décès et apporte, une fois de plus, une preuve de son immense courage.

c) Information récente de Cosima Campagnolo à introduire dans la Newsletter 2

Parution d'un ouvrage dont le professeur Francesco Leoncini, membre de la SEC, est l'éditeur, et qui contient, entre autres, une contribution d'un autre membre de la SEC, le professeur Giuseppe Goisis et de notre regrettée Secrétaire Général International, Michelle Campagnolo Bouvier.

L'ouvrage, paru en langue italienne sous le titre **Studi Internazionali L'Europa del dis-canto Dal '68 Praghese alla crisi del Neoliberalismo Et publié sous la direction de Francesco Leoncini**

peut se résumer ainsi : Il fallimento del sistema neoliberista ha messo a nudo tutte le contraddizioni che nel corso di questi anni si sono accumulate nelle società europee, aggredite da corruzione e gestione arbitraria e verticista dell'economia.

Ciò ha provocato un forte risveglio di quello *Zivilcourage* che a suo tempo portò alla vasta mobilitazione di massa contro i governi dei Paesi del "socialismo reale". Questa Europa, specialmente nella sua componente giovanile, ormai non crede più nelle attuali classi dirigenti, che hanno ridotto la democrazia a una mera formalità, a un flatus vocis, e dal disincanto sta rapidamente passando alla rabbia e all'indignazione.

Les intitulés des articles ci-dessus mentionnés sont les suivants :

- Francesco LEONCINI

L'Europa neoliberista ovvero la seconda sconfitta della Primavera di Praga

- Giuseppe GOISIS

Un crudele rimpianto. Riflessioni dai territori della Ostalgia

- Michelle CAMPAGNOLO BOUVIER

La Société Européenne de Culture: 60 anni di costante impegno attraverso le diverse stagioni

Rubbettino Editore

www.rubbettinoeditore.it